



ARST AVOCATS

POLITIQUE RELATIVE A L'UTILISATION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

1. Préambule

Le Règlement (UE) n°2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « **RGPD** ») fixe le cadre juridique applicable aux traitements de données à caractère personnel.

Dans le cadre de son activité, le Cabinet Arst Avocats met en œuvre un traitement des données à caractère personnel des personnes physiques utilisant le site internet accessible à l'adresse URL suivante <https://www.recours-directe-activite-partielle.com> (ci-après le « **Site** ») et/ou des personnes physiques formulant une demande de conseil et d'assistance *via* le Site afin d'introduire un recours contre une décision de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (ci-après « **Directe** ») de refus total ou partiel d'activité partielle.

Ces personnes physiques seront ci-après nommées « **Utilisateurs** ».

2. Objet

La présente politique a pour objet de satisfaire à l'obligation d'information du Cabinet Arst Avocats en matière de données personnelles et ainsi de formaliser les droits et les obligations des Utilisateurs au regard du traitement de leurs données à caractère personnel.

3. Types de données à caractère personnel collectées

Les données collectées sont les suivantes :

- Nom
- Prénom
- Civilité
- Téléphone
- Adresse e-mail

4. Finalités du traitement

Le Cabinet Arst Avocats traite les données à caractère personnel des Utilisateurs pour les finalités suivantes :

- Analyse du formulaire de demande de conseil et d'assistance
- Traitement de la demande de recours contre la décision de la Directe
- Réponse aux questions des Utilisateurs du Site formulées *via* le Site, par e-mail ou par téléphone
- Amélioration des services
- Réponses aux obligations administratives



ARST AVOCATS

5. Base légale

Les finalités du traitement précitées ont pour bases légales les articles 6.1 b) et 6.1, f) du RGPD.

6. Destinataires des données

Les données peuvent être communiquées aux préposés du Cabinet Arst Avocats, à ses éventuels partenaires, aux services chargés du contrôle du Cabinet Arst Avocats, ainsi qu'aux organismes, auxiliaires de justice et officiers ministériels lorsque le Cabinet Arst Avocats y est légalement obligé ou lorsque cette divulgation est nécessaire pour faire exécuter les conditions générales ou autres accords, protéger les droits ou la propriété du Cabinet Arst Avocats ou de l'Utilisateur.

7. Durée de conservation des données

Le Cabinet Arst Avocats conserve les données à caractère personnel pendant toute la durée de la relation commerciale établie suite à une demande d'assistance de l'Utilisateur et, à la suite de la fin de la relation commerciale, conformément aux délais de prescription légaux.

S'agissant des Utilisateurs pour lesquels une relation commerciale n'aurait pas été établie avec le Cabinet Arst Avocats, le Cabinet Arst Avocats conservera les données à caractère personnel pendant une durée maximale de trois ans à compter de leur collecte ou du dernier contact émanant de la personne concernée.

Passés les délais fixés dans la présente politique, les données sont supprimées.

8. Droits des Utilisateurs sur leurs données à caractère personnel

Les Utilisateurs du Site disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, droit à la limitation du traitement, à la portabilité des données, à s'opposer au traitement de leurs données et d'un droit de décider du sort des données après la mort s'agissant des informations les concernant. Ils peuvent exercer ces droits en adressant un courrier à l'adresse du Cabinet :

Cabinet Arst Avocats
8 Villa Poirier
75015 Paris.

9. Sous-traitance

Le Cabinet Arst Avocats informe les Utilisateurs du Site qu'il pourra faire intervenir tout sous-traitant de son choix dans le cadre du traitement de leurs données à caractère personnel.

Dans ce cas, le Cabinet Arst Avocats s'assure du respect par le sous-traitant de ses obligations imposées par le RGPD. Le Cabinet Arst Avocats s'engage à signer avec tous ses sous-traitants un accord écrit et impose aux sous-traitants les mêmes obligations en matière de protection des données que celles qui lui sont imposées.



ARST AVOCATS

10. Transfert des données à caractère personnel

Le Cabinet Arst Avocats n'a pas vocation à transférer les données ainsi collectées en dehors de l'Union européenne.

11. Violation des données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractère personnel, le Cabinet Arst Avocats s'engage à le notifier à Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (ci-après la « CNIL ») dans les conditions imposées par le RGPD.

12. Droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL

Les Utilisateurs du Site concernés par le traitement de leurs données à caractère personnel sont informés de leur droit d'introduire une plainte auprès d'une autorité de contrôle, à savoir la CNIL en France, s'ils estiment que le traitement de données à caractère personnel les concernant n'est pas conforme à la réglementation en vigueur, à l'adresse suivante :

CNIL – Service des plaintes

3, place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07

Tél : 01 53 73 22 22

13. Evolution

La présente politique peut être modifiée ou aménagée à tout moment notamment en cas d'évolution légale, jurisprudentielle, des décisions et recommandations de la CNIL ou des usages.

Toute nouvelle version de la présente politique sera portée à la connaissance des Utilisateurs du Site par tout moyen choisi par le Cabinet Arst Avocats en ce compris la voie électronique (diffusion par courrier électronique ou en ligne par exemple).

14. Informations complémentaires

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le Cabinet Arst Avocats à l'adresse électronique suivante : info@recours-directe-activite-partielle.com.